

LE GAZ DE SCHISTE EN ALGERIE ENTRE MANIPULATIONS, MANŒUVRES ET MENSONGES DU POUVOIR

Hocine Malti, Algeria-Watch, 10 février 2015

http://www.algeria-watch.org/fr/article/analyse/malti_gaz_de_schiste.htm

Cela fait quelques années déjà que la production de pétrole et de gaz en Algérie a commencé à chuter. La cause est connue. Afin de satisfaire les demandes de ses maîtres – le régime de George W. Bush, du côté américain, celui de Bouteflika et des généraux janviéristes, du côté algérien –, le citoyen américain qui occupait le poste de ministre de l'Énergie avait décidé un rythme d'exploitation effréné, toutes vannes ouvertes, des gisements d'hydrocarbures du pays.

Dans une situation normale, cela constitue un très grave manquement aux règles élémentaires de bonne gestion d'une ressource naturelle non renouvelable ; dans le cas d'un pays comme l'Algérie dans lequel un régime prédateur a fait en sorte que la survie du peuple dépende uniquement de l'exploitation du pétrole et du gaz, c'est un véritable crime de non assistance à peuple en danger qu'ont commis Chakib Khelil et ses mentors. Ils ont sacrifié non seulement la génération actuelle d'Algériens, mais aussi celles à venir en les privant de quantités de pétrole perdues à jamais en raison de la politique d'exploitation adoptée depuis l'arrivée de Bouteflika au pouvoir. Cette situation catastrophique s'est aggravée avec la chute des prix du pétrole entamée depuis plus d'une année et devenue vertigineuse depuis la décision de l'OPEP du 27 novembre dernier.

Le régime met en place sa solution finale

La combinaison de ces deux facteurs (baisse de la production et chute des prix) a provoqué la panique dans les rangs du régime. Voyant tout d'un coup disparaître la rente qui lui a permis d'exister jusqu'à ce jour, il a choisi comme stratégie pour sa survie celle de la politique de la terre brûlée. Il a décidé de commettre un dernier crime, encore plus ignoble que tous ceux qu'il a perpétrés jusqu'à ce jour. Il a choisi sa solution

finale, celle de priver tous les Algériens, y compris les générations futures, de l'autre richesse vitale que recèle le sous-sol de leur pays, l'eau. Car de l'eau, il y en a au Sahara ; des dizaines de milliers de milliards de mètres cubes y sont emmagasinés dans différents étages géologiques et à différentes profondeurs.

Toute personne sensée, a fortiori tout responsable politique conscient des intérêts de son pays et de son peuple, vous diront qu'il faut tout faire pour préserver ce précieux don du ciel. Plus précieux que le gaz, que le pétrole, ou que toute autre ressource du sous-sol. Ils vous diront aussi qu'il faut prendre toutes les mesures de précaution possibles pour ne pas polluer ce bien de la nature

Mais le pouvoir algérien ne l'entend pas de cette oreille, car pour lui seuls ses intérêts comptent, ceux du peuple sont à ses yeux quantité négligeable. Même quand il s'agit d'une question de vie ou de mort. Il a donc décidé de se lancer dans l'exploitation du gaz de schiste, alors même que le monde entier, à l'exception des multinationales pétrolières, y est opposé, alors même que tous les peuples du monde, y compris le peuple américain, savent que les dégâts que cette exploitation causerait à l'homme et à son environnement sont extrêmement graves et souvent irréversibles. Notamment la pollution que provoqueraient les différents produits chimiques que l'on utilise lors de la fracturation hydraulique, qui permet de libérer les hydrocarbures du carcan rocheux dans lequel ils sont emmagasinés. Mais au grand désespoir de ce régime, il se trouve qu'il existe encore des hommes et des femmes valeureux en Algérie, qui à l'image des enfants d'In Salah, ont réveillé les consciences et ce malgré les efforts du pouvoir à maintenir le peuple plongé dans la plus totale ignorance de son devenir. Constatant qu'à l'image de la quasi-totalité des habitants de la planète, les Algériens rejetaient la solution qu'il leur proposait, le pouvoir se mit à manipuler l'information, à manœuvrer et à mentir.

2012, première manœuvre, premier mensonge. Après la première levée de boucliers contre le gaz de schiste, survenue au lendemain de l'adoption de la nouvelle loi sur les hydrocarbures par la chambre d'enregistrement du pouvoir – il s'agit, vous m'avez compris, du Parlement –, le Premier ministre déclarait à qui voulait bien l'entendre que son exploitation, prévue par cette loi, n'interviendrait pas avant 2040. Comme si le fait de reporter à plus tard la catastrophe la rendait plus acceptable. Sur la lancée, il rajoutait : « Ne vous inquiétez pas, les produits chimiques utilisés ne sont pas plus nocifs que ceux dont est imbibée une couche-bébé ! » Comment qualifier une telle sortie ? Bourde, gaffe, ânerie ? Puisqu'il en est ainsi, je lui recommanderais d'offrir des couches-bébé plongées dans la mixture utilisée dans les opérations de la Sonatrach à des personnes qui lui sont chères.

Quelque temps après, c'était au tour du ministre de l'Énergie de monter au créneau et d'affirmer que le peuple n'avait pas de craintes à avoir quant à la pollution des aquifères présents au Sahara, ou de l'environnement des forages. Car au sein de la Sonatrach, disait-il, on maîtrise bien la technique de la fracturation hydraulique, on a l'expérience du forage horizontal, etc. Bref, de l'autocongratulation à n'en plus finir. En somme : « Dors tranquille, peuple adoré, le pouvoir prend soin de toi ! » Autant de mensonges et d'affirmations fausses, archi-fausses. À commencer par la première, puisque ce n'est pas la Sonatrach qui effectue les opérations : elle les sous-traite à des sociétés de services, qui interviennent un peu partout dans le monde, y compris au cœur de l'industrie pétrolière mondiale, au Texas (États-Unis). Or, malgré le fait que ces firmes font des forages horizontaux et de la fracturation hydraulique depuis de nombreuses années, malgré l'expérience de loin plus importante que celle de la Sonatrach acquise par ces grandes compagnies pétrolières pour le compte desquelles elles travaillent, malgré la réglementation américaine en la matière très stricte, il n'en

reste pas moins que d'énormes dégâts sont causés même au pays de l'oncle Sam : des eaux souterraines ont été polluées, des bêtes sont mortes empoisonnées après avoir brouté les prairies situées à proximité des puits, la végétation a disparu aux alentours des sites de forage et des procès ont été intentés aux compagnies pétrolières par des citoyens.

Premier forage, premiers dégâts écologiques

N'ayant pas réussi à briser la méfiance du peuple vis-à-vis du projet du pouvoir, le ministre se montrait plus agressif lors d'une deuxième intervention télévisée. Il classait les opposants à l'exploitation du gaz de schiste en trois catégories : ceux qui ne comprennent pas en quoi cela consiste, ceux qui cherchent à nuire au pays et ceux qui agissent pour le compte de compagnies pétrolières étrangères.

S'agissant de la première catégorie, il se faisait fort de les convaincre que la technique d'extraction ne présentait aucun risque, ni pour les populations, ni pour la faune, ni pour la flore. Ne savait-il pas, lui ministre de l'Énergie, quels sont tous les dégâts que peut causer même un unique forage ? Je suppose qu'il a dû changer d'avis après la récente visite qu'il a effectuée au premier forage réalisé à une vingtaine de kilomètres de la ville d'In Salah. On a dû lui dire que ce sont 15 000 à 20 000 m³ d'eau, mélangée à divers produits chimiques qui sont utilisés dans chaque forage ; même soumise à un traitement poussé – donc coûteux –, cette eau demeure polluée à jamais et ne peut par conséquent pas servir à d'autres fins que la fracturation hydraulique. Aux États-Unis, ce sont des norias de camions-citernes qui transportent l'eau vers les centres de traitement ou vers les forages suivants. Où sont les centres de traitement équivalents en Algérie et où sont ces dizaines, voire centaines de camions dont on aurait besoin ? Le ministre doit savoir que si l'on devait exploiter intensément les réserves supposées de l'Algérie en gaz de schiste, ce sont des centaines de puits qui devraient être forés chaque année et donc autant de fois 20 000 m³ d'eau. Utilisées à des fins agricoles, de telles quantités d'eau permettraient de transformer le désert en jardin d'Éden.

Il faut, d'autre part, savoir que cette eau provient de pluies tombées sur les montagnes de l'Atlas depuis la nuit des temps, qu'elle s'est infiltrée dans les entrailles de la terre à travers plusieurs étages géologiques, puis a migré du nord vers le sud, avant de venir se nicher dans la couche albiennaise, à l'issue d'un voyage qui durerait douze à treize siècles, selon les spécialistes. Moyennant un très léger traitement, cette eau pourrait devenir potable et être consommée par les humains. Le ministre a dû constater de visu la pollution existante déjà à la surface du sol. Il ne pouvait pas ne pas voir ces bourbiers présents tout autour du puits qu'il a inauguré. Il ne pouvait pas, non plus, ne pas voir ces canaux, d'une étanchéité douteuse, creusés aux alentours du puits également, qui serviront semble-t-il de lieu de stockage de la boue de forage, de l'eau de fracturation ou de la mixture des deux.

On a pensé empêcher ce cocktail empoisonné de s'infiltrer dans le sol en posant une bâche de plastique dans le fond des canaux. Ce qui ne sera malheureusement pas le cas, vu qu'en sus de déchirures éventuelles, cette bâche cessera au bout de quelques temps d'être imperméable, car elle aura été rongée par les composants chimiques contenus dans le mélange qu'elle charrie. N'oublions pas que la couche d'eau utilisée par les habitants pour leur consommation, pour celles des bêtes qu'ils élèvent ou pour l'arrosage des plantes qu'ils cultivent, se trouve à quelques dizaines de mètres de profondeur seulement. Et puis que compte-t-on faire, à long terme, de ce mélange ? On espère, apparemment, qu'il s'évaporerait avec le temps et la chaleur. Quid alors dans

ce cas-là de la toxicité de l'air ambiant durant cette période ? Qu'en sera-t-il des dépôts secs que l'on retrouvera à l'issue du processus ?

Le ministre a dû également constater que les produits chimiques sont stockés à l'air libre, sans aucune surveillance particulière, ni protection contre les vents de sable, la chaleur, les pluies ou un acte de malveillance. Ces produits se trouvent dans des sacs, dont certains sont éventrés, ou dans des jerrycans, que l'on ne manipule pas toujours avec délicatesse. Il a dû apprendre que le puits d'eau foré à proximité du puits producteur de gaz a été réalisé dans l'anarchie la plus totale et que les risques de pollution entre les fluides des deux puits sont réels. On a dû lui dire également que la boue de forage elle-même est contaminée par les produits chimiques utilisés pour la fracturation. Tout comme on a dû lui expliquer qu'une partie de l'eau de fracturation est injectée dans les entrailles de la terre et qu'elle va migrer de manière erratique d'une zone à l'autre et d'une couche à l'autre, avec une forte probabilité de polluer des couches porteuses d'eau. On a dû aussi porter à sa connaissance que le traitement des eaux récupérées s'effectue par centrifugation, une méthode donc très primaire d'assainissement. C'est d'ailleurs essentiellement du sable que l'on récupère.

Ce tableau apocalyptique d'une pollution que l'on retrouve aujourd'hui autour du seul puits foré dans cette zone, qui menace le sol, le sous-sol et l'atmosphère se reproduira des centaines de fois, voire plus, un peu partout à travers le Sahara, si l'on devait se lancer dans une exploitation intensive du gaz de schiste. La question à poser au ministre est donc la suivante : compte-t-il rapporter, lors d'une nouvelle intervention télévisée, tout ce qu'il a vu et entendu lors de cette visite, afin de convaincre ceux qui ne savaient pas en quoi consiste l'exploitation du gaz de schiste ?

Mensonges, manipulations et main de l'étranger

À l'issue de cette visite, le ministre nous a fourni quelques explications complémentaires sur la classification des opposants à l'exploitation du gaz de schiste, telle qu'il l'entendait. Il nous a froidement fait savoir que les opposants qu'il plaçait dans la deuxième catégorie, ceux qui, d'après lui, ne veulent pas de bien à leur pays, sont ces milliers de manifestants qui depuis plus d'un mois sortent tous les jours dans les rues d'In Salah pour exprimer de manière pacifique leur rejet du projet gouvernemental. Tout comme il a prétendu que par leur action, ces hommes et ces femmes courageux, auxquels sont venues s'ajouter d'autres foules tout aussi pacifiques à Tamanrasset, Ouargla, El-Goléa, Ghardaïa et nombre d'autres localités du sud algérien, risquaient d'entraîner leur pays vers une situation semblable à celle de l'Irak ou de la Libye, et que cette situation profiterait aux grandes multinationales qui s'accapareraient alors du pétrole et du gaz algériens.

Une telle inversion des rôles entre gouvernants et gouvernés n'est rien d'autre que du cynisme porté à son comble. Qui a, entre 2000 et 2006, usé de tous les moyens pour imposer une loi scélérate qui mettait entre les mains de ces mêmes multinationales toutes les réserves d'hydrocarbures de l'Algérie ? Est-ce ces braves gens d'In Salah ou ces citoyens qui, en d'autres coins du territoire expriment tout aussi pacifiquement leur rejet du projet gouvernemental ? N'est-ce pas le ministère de l'Énergie qui a refait en 2012 une nouvelle loi sur les hydrocarbures permettant aux compagnies pétrolières de fixer pratiquement elles-mêmes leur propre impôt et qui leur ouvre la voie vers l'accaparement des réserves algériennes de gaz de schiste ? Comble du cynisme aussi de la part du ministre quand il invoque ce que le régime considère être son argument-massue face à toute manifestation de colère du peuple, à savoir

l'intervention de l'étranger dans les affaires internes de l'Algérie et l'instauration d'une situation à l'irakienne ou à la libyenne.

Pour la première fois, un membre du gouvernement brandit aussi clairement une telle menace à la face du peuple. Celui-ci doit tout accepter, y compris que lui soit imposé un projet mortifère. En d'autres termes : « Peuple algérien, sois docile et tais toi. Laisse-nous, nous gens du pouvoir, faire ce que nous voulons. Laisse-nous te dépouiller de tes richesses, laisse-nous gonfler nos comptes en banque avec l'argent de ton pétrole, laisse-nous plonger le pays dans un état de délabrement encore plus grand que celui dans lequel nous l'avons entraîné jusque-là, laisse-nous t'instiller à petites doses ces ingrédients mortels que l'on utilise lors de l'exploitation du gaz de schiste, laisse-toi te faire guider par l'homme impotent que nous avons choisi pour toi en avril 2014. Accepte que ton pays soit survolé par des avions de guerre français, ce n'est pas une atteinte à la souveraineté de l'État. Tu t'imagines combien de fois tu aurais fait de l'Algérie un nouvel Irak ou une nouvelle Libye, si tu t'étais révolté à la suite de chacune de ces décisions que nous n'avons prises que pour ton bien ? » Ce ministre de l'Énergie serait bien avisé d'aller expliquer au président français qu'il ne voulait pas le bien de son peuple quand il a décidé de ne pas autoriser l'exploitation du gaz de schiste en France. Tout comme il devrait dire au pape François qu'il a agi contre les intérêts de son pays d'origine, l'Argentine, voire contre ceux de l'Église catholique, en déclarant son opposition à la fracturation hydraulique.

La troisième catégorie d'opposants est donc celle qui, selon le ministre, englobe ceux qui « agissent pour le compte des entreprises étrangères ». Alors là, j'avoue que personnellement je ne comprends plus rien. Pourquoi ces personnes qui agiraient pour le compte d'entreprises étrangères s'opposeraient-elles à l'exploitation du gaz de schiste algérien par ces mêmes entreprises ? C'est plutôt le contraire qu'elles devraient faire. À moins qu'elles n'aient perdu la raison. Quelle ineptie, Monsieur le ministre. La « main de l'étranger » que vous évoquez à travers cette déclaration est un refrain que nous connaissons tous : le régime algérien voit cette main derrière chacun de ses déboires. Mais cet argument, usé jusqu'à la corde, ne prend plus aujourd'hui : le peuple algérien est devenu un peuple mature, qui sait faire la part des choses. Qui finalement agit pour le compte des entreprises étrangères, vous ou vos opposants ? Qui a ouvert les portes de l'Algérie à Total, BP, Haliburton et tutti quanti et leur permet d'y exercer une activité qui est, pour certains, interdite dans leur propre pays ? Vous ou vos opposants ? Le peuple, lui, connaît la réponse.

Venons-en maintenant aux manœuvres utilisées par le régime pour discréditer ces courageux manifestants qui, depuis plus d'un mois, expriment leur rejet d'un projet d'une extrême dangerosité pour la société. Les populations sahariennes sont connues pour leur sérénité, leur patience, leur calme et leur capacité à encaisser sans broncher même les pires calamités naturelles. Comme il en a l'habitude, le pouvoir a tenté d'infiltrer le mouvement de protestation d'In Salah et faire en sorte qu'il bascule vers la violence. Mais cette fois-ci, cela n'a pas marché, car les gens du Sud, la violence, ils ne connaissent pas. À défaut, les « stratèges » du DRS ont opté pour une autre approche : faire apparaître le mouvement comme intrinsèquement dangereux et antinational. Ils ont, pour ce faire, chargé leurs hommes de main, infiltrés dans la masse des manifestants, de distribuer des tracts qu'ils ont préparés dans leur officine et qu'ils attribuent à Daech. Il apparaîtrait ainsi que c'est ce monstre, qui fait peur même à de grandes puissances mondiales, qui serait derrière ce mouvement de protestation. Mais, grâce à la vigilance de certains, cette combine non plus n'a pas marché : le stratagème a été éventé, le porteur de tracts découvert, mis à l'index, filmé et poussé à quitter la manifestation.

Face à l'infamie, un seul mot d'ordre : résister

On ne peut donc que rendre hommage à ces hommes et ces femmes pour leur persévérance, leur haut degré de conscience et leur sens de la responsabilité. Ils méritent le respect et le soutien de tous les Algériens, car le combat qu'ils mènent en notre nom à tous est particulièrement difficile. Il est semé d'embûches. La machine à laquelle ils font face, le DRS, est puissante, bien rodée aux différentes techniques de manipulation et dispose de moyens humains et matériels énormes. Eux n'ont que leurs pieds pour marcher plusieurs heures par jour, leurs mains pour soulever des calicots et des pancartes ou leurs voix pour exprimer leur colère et la nôtre.

C'est pourquoi je demande à tous mes compatriotes, du nord, du sud, de l'est, de l'ouest, de les aider par tous les moyens pacifiques dont dispose chacun d'entre nous. Organisons quand nous le pouvons et là où nous le pouvons des manifestations de soutien, dénonçons partout ce projet infâme du régime de vouloir sacrifier l'eau, source de vie des populations sahariennes dans le seul but d'exploiter à son seul profit, la nouvelle rente que représente le gaz de schiste.

Il est tout aussi essentiel que les forces politiques qui œuvrent pour une sortie pacifique de la crise et qui recherchent un nécessaire consensus démocratique relaient la lutte des protestataires. Car que signifierait le retour à un processus politique normal dans un pays dévasté, atteint dans ses structures vitales ? Les hommes et les femmes libres et indépendants, celles et ceux dont les voix comptent, les partis réellement en prise avec les populations, doivent exprimer avec force et conviction leur solidarité avec celles et ceux qui, sans d'autres moyens que leur courage et leur dignité, refusent la dilapidation éhontée de nos réserves stratégiques d'eau. Ces partis et ces personnalités doivent parler, doivent participer à cette bataille décisive pour l'avenir du pays.

Car, soyez en certains mes chers compatriotes, ce n'est pas pour notre bien-être collectif que la mafia qui nous gouverne fait un tel forcing. C'est pour s'enrichir encore plus, pour continuer à nous dominer et pour assurer l'avenir de ses propres enfants qu'elle le fait. Après avoir systématiquement pillé ses richesses, voilà que le régime entend exploiter ce pays jusqu'à le détruire. Nous devons nous dresser contre cette surenchère criminelle. Sachons nous montrer à la hauteur du défi que nous lance le pouvoir. Il s'agit de notre survie, de celle des générations futures, de celle de la République algérienne.

P.S. : J'avais prédit dans un article précédent qu'il était possible « que certains pays, membres ou non de l'OPEP, se mettent à brader leur pétrole afin de compenser la diminution des recettes par la mise sur le marché de quantités plus importantes [de pétrole], amplifiant ainsi la spirale baissière ». J'avoue que je ne m'attendais pas que l'Algérie en arriverait à cette extrémité, vu l'importance des réserves financières dont elle dispose. Or voilà qu'elle est le premier pays à franchir ce pas. Le ministre de l'Énergie a en effet récemment déclaré que l'Algérie allait augmenter sa production pétrolière afin d'augmenter ses recettes. Le régime a-t-il dilapidé le matelas financier dont disposait le pays ? Une affaire à suivre, dont nous reparlerons certainement.